

## VERS LA CONQUÊTE D'UNE CULTURE POPULAIRE

*Georges DELOBBE*

Il a été souvent question, depuis le mois de mai, de la contestation dans l'art, et le théâtre a été l'objet d'une attention particulière du fait des incidents de l'Odéon. Mais on a aussi beaucoup parlé, au cours du mois de juillet, de la contestation du festival d'Avignon. Cette dernière a pris les formes les plus diverses et a abouti à des événements (interdiction puis expulsion du Living Théâtre, incidents divers entraînant la présence constante et l'intervention des forces de répression) que je n'ai pas la prétention de vouloir analyser.

Cependant, je me sens concerné par ces événements aussi bien en tant que spectateur assidu du festival qu'en tant que militant de la pédagogie Freinet.

L'apport de Jean Vilar à la culture de notre temps est immense et le fait de

contester son festival ne doit pas nous amener à considérer cet apport comme nul et non avenu. En créant dès 1947 le Festival d'Avignon et en choisissant l'option d'en faire un festival populaire, en affirmant que le théâtre doit être un service public et en amorçant la réalisation d'un tel service lors de sa nomination au poste de directeur du Théâtre National Populaire en 1951, Jean Vilar s'est résolument engagé dans la voie du progrès. Il est exact que le Festival d'Avignon n'a touché qu'un public issu des classes moyennes. Mais pouvait-il en être autrement? Je ne le pense pas. Dans une société qui tient à conserver à la culture un caractère de classe, où l'art est considéré comme un bien de consommation soumis aux lois de la concurrence, il eût été possible de créer d'autres festivals comme celui d'Avignon, mais l'entreprise serait de toute manière restée limitée. Comme pour l'Université, la

contestation dans le domaine de l'Art ne peut être dissociée de la contestation des structures de notre société de consommation.

Cependant, nous, militants de la pédagogie Freinet, pouvons d'ores et déjà amorcer un processus qui ouvrira les voies à cette double contestation.

Sur une affiche apposée sur les murs d'Avignon, parmi les « Treize questions aux organisateurs et aux participants du festival d'Avignon », on pouvait lire : « Toute éventuelle mise en marche d'un processus de création collective et permanente — non réservée à une « élite » — ne poserait-elle pas a priori la nécessité d'en finir avec tout divorce entre « l'art » et « la vie », toute distinction entre les activités artistiques et les activités politiques et sociales quotidiennes ? L'acte créateur étant enfin débarrassé de la censure qui l'annule ? L'inconscient enfin dégagé du régime policier qui le nie ? »

Il y a longtemps déjà que Freinet, et avec lui tous les militants de notre mouvement, ont répondu affirmativement à cette question. Nous pensons que dès l'enfance il nous faut effectivement refuser « tout divorce entre l'art et la vie ». Et c'est ainsi qu'à même le milieu social, dans des classes normales de l'enseignement public, nous avons amorcé la mise en place d'une culture « parallèle » en garantissant à nos élèves le droit à la création libérée de tous les tabous et en mettant à leur disposition les moyens pédagogiques et techniques nécessaires à l'exercice de ce droit. Ces moyens, qui émanent tous d'une même volonté de favoriser la libre expression et de garantir la créativité sont nombreux. Certains, comme le texte ou le dessin libres, ont acquis droit de cité dans

un nombre important de classes, mais il faudrait que nos camarades soient convaincus qu'il n'est pas de moyens mineurs : le jeu dramatique, la danse (et l'expression corporelle en général), la sculpture, la céramique, etc., ne doivent plus être considérés comme un luxe réservé à un nombre restreint d'éducateurs ou aux seuls jeunes enfants. C'est dans la mesure où nous ouvrirons largement ce vaste éventail de techniques que nous avons à notre disposition, que nous ferons véritablement de cet Art Enfantin l'une des bases d'une culture résolument populaire.

Il nous appartient, et nous devons entraîner dans cette action tous les éducateurs conscients, d'amplifier ce mouvement afin que cette culture véritablement intégrée dans les réalités quotidiennes de la vie devienne l'exigence du plus grand nombre. Par nos essais de théâtre libre, par nos expositions, auxquels nous devons conserver la valeur que porte en soi un art authentiquement populaire, il nous faut associer à notre effort tous ceux qui ont jusqu'alors été frustrés de cette culture ou ceux qui, tels nos anciens élèves, en ont été dépossédés à leur entrée dans les cadres de la société actuelle. Mais nous ne devons pas leur laisser un rôle mineur, les maintenir dans la passivité de l'état de spectateurs. Ils doivent participer au processus de création au même titre que nos propres élèves : nos militants doivent être présents dans tous les organismes, des Clubs de Jeunes aux Maisons de la Culture afin d'y faire pénétrer ou d'y maintenir cette exigence de créativité sans laquelle ces organismes ne seraient que des structures sans vie.

Le droit à la création deviendra ainsi la revendication de tous. Alors seule-

ment pourra être résolu efficacement le problème de la distribution de la culture. Je ne pense pas qu'il existe une culture bourgeoise en soi : c'est la classe dirigeante qui s'est toujours approprié les biens culturels de quelque origine qu'ils soient, en se réservant le droit d'en user selon ses intérêts.

C'est au peuple dans son ensemble

qu'il appartient d'exiger que lui soit restitué son patrimoine culturel. Alors seulement figurera parmi les revendications de ce peuple ce « service public » dont Jean Vilar a posé le principe et dont il a réalisé un embryon. Aucun régime ne pourra alors le lui refuser.

Georges DELOBBE  
33 - Teuillac

*Le Living Théâtre en Avignon*

(Photo A.F.P.)

